

L'eau source de vie

Les pays d'Asie centrale se mobilisent pour gérer en commun une précieuse ressource

Par Saulius Smalys

En Asie centrale, comme partout ailleurs, l'eau est la clef du progrès social et économique. Au Tadjikistan, les habitants le disent plus simplement : *ob manbai hayot ast*. (« L'eau est source de vie. »)

Du haut des montagnes du Tian Shan au Kirghizistan, le Naryn entame un voyage de plus de 2 000 km jusqu'à la mer d'Aral, qui était dans le passé la quatrième plus grande étendue d'eau intérieure du monde. Dans la vallée de Ferghana, le Naryn conflue avec le Kara-Daria et devient le Syr-Daria, étanchant la soif des champs de coton et des communautés de Kokand en Ouzbékistan, de Khoudjand au Tadjikistan, ainsi que de Kyzyl-Orda et du Turkestan au Kazakhstan, avant de s'assécher à une bonne distance de la mer.

L'Amou-Daria, qui est deux fois plus étendu que le Syr-Daria est alimenté par la fonte des neiges et des glaciers du Pamir.

Il prend sa source dans le lac Zorkul, à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. Devenu le Pamir, ses eaux dévalent vers l'est, puis vers le nord-ouest à travers l'Hindu Kush. En tant que Piandj, ses eaux filent le long de la frontière afghane, d'abord avec le Tadjikistan, ensuite avec l'Ouzbékistan, et enfin avec le Turkménistan.

Poursuivant sa course vers le nord à partir de Kerki, l'Amou-Daria passe Turkménabad avant de longer la frontière avec l'Ouzbékistan et de se déverser dans le delta de la mer d'Aral. Ces eaux, également, disparaissent dans le désert avant d'atteindre la mer d'Aral en raison d'une gestion irresponsable.

La dépendance réciproque vis-à-vis de cette précieuse ressource est depuis longtemps reconnue comme étant un fait inéluctable. À l'ère soviétique, un réseau relativement efficace de partage de l'eau, tenant compte des circonstances saisonnières et régionales, alimentait la production de coton, de fruits et de légumes de ce qui était à l'époque un seul pays.

Près de deux décennies plus tard, les besoins des États en amont, qui utilisent l'eau pour produire de l'hydroélectricité, sont moins aisément gérés par rapport aux priorités en matière d'irrigation de leurs voisins en aval et de leur secteur agricole.

En outre, la perspective d'une augmentation de la consommation au Tadjikistan et en Afghanistan pouvant atteindre jusqu'à 28 km³ d'eau de l'Amou-Daria est une source de grave préoccupation pour les Ouzbeks et les Turkmènes en aval. Bien qu'il bénéficie des ressources en eau les plus importantes d'Asie centrale, le Tadjikistan doit encore exploiter beaucoup

de ce potentiel et il est aux prises avec ses propres problèmes de gestion de l'eau alors que sa population s'accroît. Quant à l'Afghanistan, à mesure que sa situation politique se stabilise et que son développement s'accélère, il compte irriguer environ 400 000 hectares de terres supplémentaires pour diverses cultures.

De très nombreuses dispositions législatives réglementent le partage international de l'eau, notamment les Règles d'Helsinki relatives aux utilisations des eaux des fleuves internationaux (1996) et la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (1992). Plusieurs accords conclus dans les années 90, notamment entre le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, sont axés spécialement sur la gestion du bassin de la mer d'Aral.

Malheureusement, la plupart de ces accords — du fait de leur nature déclarative et de leurs tâches et objectifs irréalisables — ne se sont pas avérés suffisants pour empêcher la disparition des eaux de la mer d'Aral, ce qui a conduit à un déclin écologique et socio-économique supplémentaire.

En même temps, les efforts déployés individuellement par les pays de la région et le manque de ressources financières rendent l'objectif d'une gestion plus avisée de l'eau encore plus difficile à atteindre. Pour intégrer toutes ces initiatives disparates, il est indispensable que les organisations et les donateurs internationaux participent activement au processus d'élaboration de projets visant à prévenir d'autres catastrophes écologiques et à suivre et à gérer l'impact environnemental de l'industrie et de l'agriculture.

L'OSCE a relevé ce défi en lançant, cette année, un projet destiné à promouvoir la coopération régionale axée sur la gestion des rivières transfrontières. Des spécialistes de toute la région feront équipe pour analyser la gestion de l'eau et les problèmes écologiques du bassin de la mer d'Aral, examiner la législation en la matière et repérer les obstacles à sa mise en œuvre, et formuler des recommandations à l'intention de chacun des États

d'Asie centrale, ainsi que de l'Afghanistan.

Le projet de l'OSCE ne représente qu'un premier pas dans le cadre d'un ambitieux programme. Les activités envisagées n'influenceront le cours des choses que si l'OSCE, les donateurs internationaux et chacun des pays de la région mettent leur influence politique collective, leur soutien financier et leur bonne volonté au service du projet.

Encouragé par les recommandations formulées lors du quinzième Forum économique et environnemental de l'OSCE, qui s'est récemment déroulé à Prague, le Centre de Douchanbé est prêt à prendre des mesures concrètes de suivi pour améliorer la façon dont la région gère ses ressources hydriques transfrontières.

Saulius Smalys est écologue au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Il a dirigé l'Unité des programmes et des projets de l'Union européenne au Ministère lituanien de l'environnement. Il a également été directeur d'EuroInfoCentre et du Corps de la paix des États-Unis.



La photo de la mer d'Aral en régression prise par Eric Gourlan a remporté un prix lors du concours de photographies de l'OSCE 2007 parrainé par la Présidence espagnole de l'Organisation. Le thème en était : « La terre et l'eau, protégeons notre fragile environnement ».